



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1881>

Mobiliser et rassembler le mouvement social face à l'austérité

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2014-2015 - Conseil national des 11 et 12 mars 2015 -



L'École Émancipée

Contribution aux débats de l'EE-SNUipp-FSU au conseil national des 11 et 12 mars 2015

Dans toute l'Europe, les politiques d'austérité continuent de se déployer malgré le rejet de plus en plus large des peuples, tout particulièrement dans les pays qui ont subi les politiques libérales les plus violemment anti sociales. Les mobilisations en Belgique, Irlande, Italie, Espagne et en Grèce en témoignent.

Avec les grecs contre l'austérité !

L'exemple grec est de ce point de vue édifiant : en cinq ans de mise sous tutelle par la Troïka (Commission Européenne, FMI, BCE), le PIB grec a diminué de 25%, le chômage avoisine les 30%, le salaire minimum a été diminué d'environ 20%, les dépenses d'éducation ont été rabaissées de 30%, celles de la santé de 25%, la mortalité infantile a considérablement progressé...

Le 25 janvier dernier, le peuple grec a amené au pouvoir Syriza, porteur d'un programme de rupture avec les politiques libérales et proposant notamment de rendre le remboursement de la dette supportable pour la population. Mais la réaction ne s'est pas fait attendre. La BCE, puis l'ensemble des gouvernements européens, dont le gouvernement français, ont manifesté avec force leur volonté d'abattre toute alternative. Un véritable déni démocratique qui marque la volonté de maintenir les politiques d'austérité qui appauvrissent les populations afin de rembourser les grandes banques spéculatives. Ce dévoilement en dit long sur le niveau d'affrontement auquel sont prêts les tenants des politiques d'austérité. Et il nous faut syndicalement le prendre en compte.

Le 9 avril, une première étape

En France, si la situation n'est pas en tous points comparable, nous faisons face aussi à un gouvernement qui se situe par bien des aspects dans la même ligne politique que le gouvernement précédent. Et les conséquences sociales en sont évidentes : attaques contre les droits du salariat, compression des salaires, suppression de postes dans la fonction publique, ou créations insuffisantes. Et en miroir, le pacte de responsabilité, la loi Macron, le CICE... Ici comme ailleurs, les inégalités se creusent. Car les politiques d'austérité ont notamment cette fonction : un transfert de richesses de la plus grande part de la population vers la minorité la plus riche.

Dans ce contexte, l'annonce de la journée de grève interprofessionnelle contre l'austérité du 9 avril marque la volonté du mouvement syndical de reprendre l'initiative et l'offensive contre ces politiques.

Avec son caractère unitaire large, le 9 avril est un rendez-vous majeur des salarié-es du public et du privé pour dénoncer les choix économiques du gouvernement et enclencher un cycle de mobilisation. La FSU a fait le bon choix en appelant à la mobilisation. Pour autant, cet appel n'allait pas de soi et le chemin a été difficile et laborieux.

Le résultat de la consultation des sections départementales du SNUipp-FSU, la très grande majorité des syndicats nationaux, tendances et sections départementales FSU pour un appel ferme à la grève au sein du bureau fédéral, ainsi que le cadre unitaire fonction publique, ont permis de lever les derniers obstacles internes pour que la FSU appelle à la grève.

Mener campagne contre l'austérité

Il s'agit maintenant de mobiliser significativement notre profession en popularisant un inventaire complet des conséquences des politiques d'austérité.

Cette dénonciation de l'austérité est nécessaire mais n'est pas suffisante en soi. L'absence de projet politique alternatif partagé à une grande échelle renforce encore la responsabilité du mouvement social de montrer la crédibilité d'alternatives à l'austérité.

La revendication d'une hausse des salaires dans la fonction publique est légitime, tout comme la relance de l'éducation, prioritaire. Il faut maintenant chiffrer ces mesures pour montrer qu'elles sont réalistes : les 15 milliards que représenterait le gain de 50 points d'indice pour tous les fonctionnaires sont à mettre en regard des 60 milliards de fraude fiscale annuelle, les 50 milliards de réduction des dépenses budgétaires actées jusqu'en 2017 ou bien encore les 41 milliards de cadeaux aux entreprises.

Sortir de l'austérité est bien une affaire de choix politique en répartissant autrement les richesses.

Nous devons nous convaincre de l'enjeu de mobiliser notre outil syndical dans cette campagne pour populariser au sein de notre profession à la fois les conséquences des ravages de l'austérité et la crédibilité des alternatives. Et cela ne s'arrêtera pas le 9 avril au soir. Il faudra l'inscrire dans la durée pour inverser le rapport de force, tant à l'échelle de notre pays qu'à l'échelle européenne. Pour lutter contre le recul idéologique que nous subissons et dont profite le FN. Pour redonner de l'espoir dans la lutte collective et dans la possibilité de gagner.